

TLEMCE**Que faut-il
faire contre
l'incivisme ?**

On a tout le temps reproché aux services publics leur défaillance, quand il le fallait. Cependant, il faut aussi évoquer le manque de civisme du citoyen et que faut-il faire pour combattre, ce qui s'apparente à un véritable fléau ?

Dès le début du printemps, on constate que des équipes de jeunes sont chargées du nettoyage au niveau de la commune de Tlemcen et de Mansourah. Ces équipes commencent très tôt leur travail et elles le font avec sérieux.

C'est le cas de la cité R'hiba qui, pendant quelques jours, était devenue celle qu'elle était, il y a des années. Mais il fallait vite déchanter, le comportement de certains laisse plutôt désirer, ils jettent leurs ordures n'importe où et à n'importe quelle heure de la journée, il faut reconnaître que les services de l'APC sont dépassés par ces infractions. Que faut-il faire pour mettre fin à ces comportements indignes.

Les campagnes de sensibilisation ne servent plus à rien, il faut recourir aux mesures coercitives.

Pourquoi alors nos quartiers étaient à l'époque très propres, parce que tout simplement le passage du garde champêtre donnait à réfléchir à tout le monde ; n'importe quel acte de pollution était sanctionné par une amende. Peut-être qu'il est temps de penser à désigner des gardes champêtres, fonction qui a disparu depuis la fin des années 1970.

M. Zenasni

SIDI-BEL-ABBÈS**L'université paralysée par
9 organisations estudiantines**

Après quelques épisodiques grèves de certaines Facultés ces dernières années, l'université Djilali-Liabès de Sidi-Bel-Abbès fait depuis hier 18 mai face à la fronde des étudiants représentés par neuf organisations qui exigent le départ du premier responsable de l'université, à savoir le recteur, et du responsable de la sécurité.

Pour faire aboutir leurs revendications les étudiants ont refusé de rejoindre les Facultés qui vivent une situation catastrophique et cela d'après les manifestations. Ils décrient la dégradation des conditions socio-pédagogiques, des dépassements du premier responsable qui, aurait selon eux, accor-

dé les pleins pouvoirs au responsable de la sécurité dans certaines situations.

Les Facultés, déclarent-ils dans leur communiqué, sont dans un état lamentable avec un manque flagrant de moyens pédagogiques, et le harcèlement est la «politique» adoptée par certaines personnes

de l'administration et enseignants à l'égard des étudiantes. Les laboratoires, ajoutent-ils, ne sont point aménagés, quant aux étudiants en Master et doctorat, ils n'ont droit à aucun stage pour leur formation. Les majors de promotion ne bénéficient d'aucune bourse pour aller suivre des études à l'étranger. Nous sommes, disent-ils, régulièrement menacés par une traduction devant le conseil de discipline.

Face à tous ces problèmes auxquels nous sommes confrontés en permanence, nous avons décidé de mener notre mouvement de

grève pour paralyser l'université jusqu'à la satisfaction de nos revendications.

Les Facultés de l'université étaient paralysées dans la journée d'hier et même si certains ont voulu rejoindre leurs cours, ils en ont été empêchés. Un vrai dilemme pour le rectorat pour épiloguer cette contestation.

Au sujet des supposés harcèlements sexuels évoqués par les étudiants, le recteur a déclaré qu'il y a en un seul cas et celui-ci est devant la justice qui devra statuer.

A. M.

BOUMERDÈS**Le FFS exige la réhabilitation
de son maire blanchi par la justice**

Le secrétaire national à la communication du FFS (Front des forces socialistes), Youcef Aouchiche, a rendu public un communiqué dans lequel son parti demande la réhabilitation du maire de Boumerdès, Sid Ali Aït Si Larbi, élu sur la liste de ce parti.

«Injustement accusé, le P/APC FFS de Boumerdès, M. Sid Ali Aït Si Larbi, a été innocenté. Le juge d'instruction près la Chambre d'accusation de la cour de Boumerdès a émis une ordonnance de non-lieu en sa faveur. Ce verdict, rendu le 16 mai 2016, fait office d'un jugement définitif et remet en cause la décision de suspension prise à l'encontre de notre élu par le wali de Boumerdès, le 4 janvier 2016. Une suspension arbitraire que le

FFS avait dénoncée. Prenant acte de ce verdict, le FFS demande de rétablir immédiatement M. Sid Ali Aït Si Larbi dans ses fonctions de président d'APC», lit-on dans ce communiqué.

Pour rappel, le maire de Boumerdès a été inculpé de négligence pour ne pas avoir déposé une plainte contre des fonctionnaires de sa commune qui ont volé, du parc communal, un matériel qui faisait l'objet d'une enquête.

Ce matériel (des pieds droits) était sous scellés et était considéré comme pièce à conviction dans un dossier que la justice traitait. Suite à cette inculpation —pas un jugement— la ministre-wali de Boumerdès, Nouria Zerhouni, a mis à exécution l'article 43 du code communal pour déposséder Aït Si Larbi de sa mandature. «En cas de jugement définitif l'innocentant, l'élu reprend automatiquement et immédiatement l'exercice de son activité électorale.» C'est ce que prévoit la seconde partie de cet article.

Aït Si Larbi redeviendra-t-il premier magistrat de la ville de Boumerdès ? La loi parle d'activité (mandature) électorale pas de

poste de responsabilité. Pour rappel, une fois écarté, Aït Si Larbi a été remplacé, le 11 janvier 2016, par Baouali Djamel (RND). Ce dernier fait également l'objet d'une enquête et risque de se retrouver avec une inculpation sur le dos. «Avec Sid Ali, la situation de la commune était très difficile, avec son remplaçant, elle est devenue catastrophique. Vivement le retour de l'ancien maire», dira l'un de ses opposants qui précise, par ailleurs, que tous les élus souhaitent le retour de Aït Si Larbi.

La loi pour tous

Dans ce dossier qui concerne les élus qui ont des problèmes avec la justice, certains observateurs notent qu'il y a deux collègues au niveau de la wilaya de Boumerdès. Il y a des P/APC qui sont destitués dès le début de l'enquête de justice. Le cas de Aït Si Larbi qui a été destitué au départ de l'enquête judiciaire mais innocenté avant la fin de cette enquête. C'est le cas également de l'ex-maire de Souk El Had (élu sur la liste du PT), même si les faits reprochés à ce dernier sont plus graves. Or, il y a d'autres maires qui sont condamnés mais qui poursuivent leurs activités à la tête de certaines municipalités.

C'est le cas de Zemouri, dont le maire —élu du FLN— a été condamné, en première instance à une année de prison ferme et 100 000 dinars d'amende. Jusqu'à présent, il n'a pas été inquiété.

Abachi L.

RELIZANE**Journée d'étude sur le mouvement associatif**

Une journée d'étude sur le mouvement associatif a été organisée, hier, dans la région ouest de Relizane, sous le slogan : «Le mouvement associatif : réalité, horizons et perspectives».

Cette journée d'étude a été rehaussée par la présence d'associations de divers caractères, de sociologues et de cadres universitaires en présence de groupes de citoyens accordant une importance au sujet.

Le mouvement associatif de la wilaya de Relizane se compose de plus 800 associations agréées à caractère religieux, sportif, culturel, professionnel, éducatif, scolar-

re, communautaire, humanitaire, scientifique, environnemental, social et sanitaire entre autres.

Si certaines associations jouent convenablement leur rôle en honorant leur contrat moral avec la société, d'autres par contre ne sont là que pour la forme et ne marquent leur présence qu'occasionnellement, lors de l'organisation de manifestations de commémoration, de manifesta-

tions sportives et de spectacles culturels et artistiques. Il est clair qu'en analysant la situation, on se rend compte qu'en l'état actuel des choses, il existe toujours des associations officiellement agréées mais inactives depuis leur naissance.

L'assainissement opéré, à la faveur des nouveaux textes de lois permettant d'accorder des aides financières, n'a pas permis d'éliminer tous les opportunistes qui se sont infiltrés dans le mouvement associatif pour leurs intérêts personnels. Les recommandations ressortant de cette journée

d'étude œuvrent dans le sens d'une réactivation du volet du mouvement associatif et de sa mise à niveau pour servir la communauté et aider d'une façon indirecte à l'élimination de certains types de problèmes vécus par les citoyens.

La formation des membres des associations de quartier s'est illustrée, entre autres, comme une action inévitable pour faire la différence et faire naître un sentiment de confiance entre les membres des citoyens et de leurs représentants.

A. Rahmane

GUELMA**Campagne de prévention contre les feux de forêt**

Les incendies de forêt causent de nombreux dégâts dans la région de Guelma et plus particulièrement en été.

Les services compétents ont constaté que les populations riveraines ne mesurent pas toujours les risques et certains ne savent même pas quel comportement adopter. C'est pourquoi, les services de la Protection civile de la wilaya, en collaboration avec les

secteurs concernés, ont mis en place un dispositif pour sensibiliser les agriculteurs et les riverains, afin de protéger les terres et les espaces forestiers et réduire le risque incendie avec notamment des opérations de débroussaillage.

«On veut sensibiliser les populations des régions agricoles et les plus boisées dans pas moins d'une quinzaine de communes de la wilaya», déclarent les organisateurs dans un communiqué de la Protection civile, rendu public cette semaine.

La canicule enregistrée ces dernières années dans la région de Guelma rend ses terres et ses

forêts vulnérables, notamment face au risque incendie.

Ce dispositif a pour but de développer la culture du risque incendie, sensibiliser la population et renforcer la surveillance sur des points considérés à haut risque tels que les régions de Aïn Ben-Beida, Guelaât Bousbaâ, Aïn Larbi, Tamlouka, Aïn Makhlof.

Des journées de sensibilisa-

tion aux risques d'incendies sont donc organisées par des équipes de la Protection civile de la wilaya en coordination avec la conservation des forêts, les services agricoles...

Cette année, elles ont lieu entre le 10 et le 20 mai, précise la cellule de communication de la Protection civile de Guelma.

Noureddine Guergour